

## Une logique économique

**Souvent perçue comme un coût , l'immigration produit aussi des bénéfices, pour le pays d'origine et pour le pays d'accueil. L'Allemagne et la Turquie en ont fait la fructueuse expérience**



**K**emal Sahin a la poignée de main ferme et raffinée, des manières presque désuètes ; lui-même se définit comme " Turc prussien ". Fils de paysan anatolien, il est désormais le chef d'une entreprise germano-turque dont le chiffre d'affaires annuel dépasse le milliard d'euros. Son ascension, il dit la devoir à un mélange d'ardeur prussienne au travail et de talent turc pour l'improvisation, mais aussi à sa connaissance des subtilités de la bureaucratie allemande. S'il a réussi, affirme-t-il, c'est parce qu'il connaît aussi bien la culture turque que la culture allemande.

Kemal Sahin a fait ses études à Aix-la-Chapelle. Après avoir décroché son diplôme d'ingénieur, en 1982, il n'a pas obtenu de permis de travail et a frôlé l'expulsion. En Turquie, les généraux avaient pris le pouvoir et Kemal ne voulait pas rentrer. Avec les 5 000 deutsche marks qu'il avait gagnés en travaillant à la mine comme étudiant salarié, il a ouvert une boutique d'articles-cadeaux. Aujourd'hui, sa holding est une entreprise de textile qui travaille dans le monde entier et produit aussi bien en Turquie qu'en Inde, en Chine, en Egypte et en Jordanie. A 59 ans, Kemal Sahin fournit les maisons de mode européennes, et travaille avec des producteurs de cinéma comme Walt Disney et Warner Bros. De 2004 à 2006, il a été président de la Chambre de commerce germano-turque, dont le siège est à Istanbul.

*" Je me suis hissé vers le haut à coups de poing ", dit Kemal. A présent, il voudrait transmettre son expérience : " 35 % des enfants qui naissent aujourd'hui en Allemagne sont issus de l'immigration ", souligne-t-il. L'économie allemande " aura besoin de ce potentiel ".*

Mais la Turquie, elle aussi, a besoin de gens comme Kemal Sahin. C'est grâce à eux qu'elle est devenue un " Etat-tigre ", dépassant le statut de pays émergent. Aux yeux du politologue allemand Claus Leggewie, la Turquie est un parfait exemple d'évolution migratoire réussie. Le départ de centaines de milliers de Turcs vers l'Europe du Centre et du Nord a donné naissance à des " cohortes à haut degré de mobilité " qui " évoluent entre la Turquie et l'Europe (et sur le marché mondial), sans pour autant abandonner totalement leur identité nationale ". De tels cosmopolites ont enrichi la vie culturelle, " mais aussi les entreprises transnationales et la diplomatie internationale ".

Les hommes migrent depuis les temps bibliques, mais jamais ils n'ont été aussi nombreux à se déplacer. Selon l'ONU, un quart de milliard d'humains vivent en dehors des frontières de leur pays natal, soit à peu près la population du Brésil. L'objectif de la plupart des migrants, ce sont les pays industrialisés. Lesquels ont une tendance forte et croissante à considérer l'immigration comme une menace pesant sur leur niveau de vie et leurs caisses sociales. Or, comme l'a constaté dès 2011 l'hebdomadaire britannique *The Economist*, en s'appuyant sur une étude de l'université américaine Duke, les migrants ont tendance à travailler dur et à faire preuve d'innovation : ils constituent un huitième de la population des Etats-Unis, mais ont fondé un quart de ses entreprises de technologie et d'ingénierie.

La Banque mondiale estime qu'un immigré épargne en moyenne 20 % de ses revenus pour les investir. Les migrants génèrent ainsi, au niveau mondial, plus de 2 000 milliards de

dollars par an – un potentiel gigantesque que beaucoup de pays n'ont, selon l'institution, absolument pas identifié.

Bien sûr, il est difficile d'intégrer à un modèle économique une expulsion de masse ou de grandes vagues de réfugiés comme ceux de Syrie : les effets secondaires de ces phénomènes peuvent aller jusqu'à la déstabilisation des Etats voisins. Mais la migration volontaire, même nourrie par la détresse ou la pauvreté, présente des avantages pour le pays d'accueil. Mieux les immigrés sont formés, plus ces avantages sont nombreux. D'où les efforts de beaucoup d'Etats industrialisés, comme l'Australie et le Canada, pour attirer des personnes qualifiées par le biais de systèmes de points ou d'autres modèles.

Contrairement aux idées reçues, en Allemagne, selon une étude de la Fondation Bertelsmann, les citoyens étrangers perçoivent moins d'aides sociales que les Allemands. Si l'on en croit *The Economist*, il n'en va pas différemment en Grande-Bretagne. Dans des pays industrialisés comme l'Allemagne, la migration ne fait pas sensiblement baisser les salaires et n'augmente pas le chômage de manière notable, constate Herbert Brücker, chercheur spécialiste des migrations à l'université de Bamberg. Et selon l'indicateur du " vivre mieux " de l'Organisation de coopération et de développement économiques, des pays d'immigration comme le Canada ou l'Australie s'en sortent mieux en matière de santé, de bien-être et de logement.

Naturellement, il y a aussi des perdants : parmi eux, les habitants autochtones de quartiers que la migration de pauvreté met dans des situations sociales difficiles. Mais les migrants apportent aussi une activité économique, notamment en créant de petites entreprises. "*Les entreprises de migrants ne se situent ni dans un monde parallèle ni dans la périphérie*", souligne un rapport de l'Institut für Mittelstandsforschung (institut pour la recherche sur les PME) de Mannheim. Ces entreprises "*emploient aujourd'hui en Allemagne au moins 2,2 millions personnes, soit 18 % des emplois dans les entreprises de taille moyenne dirigées par leur propriétaire*". Elles apportent une contribution croissante à la formation des jeunes. En outre, le plus souvent, les entreprises créées par des migrants ont une activité internationale et gardent un lien avec le pays d'origine du patron : elles aident donc considérablement à l'internationalisation des PME.

Ce rapport attribue aux migrants une "*plus forte tendance à l'autonomie*" qu'aux autochtones. Rien d'étonnant : celui qui prend le risque d'émigrer a certainement plus de sens de l'initiative et d'esprit d'entreprise que son voisin sédentaire. En Allemagne, le nombre d'autoentrepreneurs a pratiquement triplé depuis le début des années 1990. Et cela fait longtemps que les migrants ne se limitent plus aux épiceries du coin : la "*prédominance de l'hôtellerie-restauration et du commerce*" a "*décliné*", affirme une étude de la fondation Friedrich-Ebert (FES). Une entreprise de migrants sur quatre offre aujourd'hui "*des prestations de service faisant appel à un haut niveau de connaissances*", notamment dans des secteurs comme la pharmaceutique, la technique médicale, la construction de véhicules ou le traitement des données.

En réalité, constate la FES, ce n'est pas le manque de formation, mais souvent le cadre institutionnel qui freine les migrants, par exemple lorsque leurs qualifications ne sont pas reconnues ou qu'ils n'ont pas accès aux capitaux. Les auteurs recommandent donc "*de voir les activités entrepreneuriales des migrants et de leurs descendants sous un autre jour que ce que suggère en grande partie le débat public*". L'exemple de la Turquie montre qu'il faut donner du temps à l'évolution : les effets ne deviennent vraiment manifestes dans le pays d'origine qu'au bout de deux ou trois générations.

La sociologue française Laurence Marfaing, qui étudie la migration et le développement économique dans la mondialisation au GIGA Institut de Hambourg, préfère parler de mobilité plutôt que de migration. Elle rappelle que la migration a une longue tradition en

Afrique de l'Ouest, où elle est ancrée dans les sociétés. Pour devenir adulte, il faut quitter le village et aller chercher fortune en ville ou, de plus en plus, au-delà des mers. La migration y a une valeur sociale supérieure à ce que l'on observe en Europe. Les Chinois ont très bien identifié ce caractère moteur de la mobilité africaine et accordent des visas d'affaires aux Africains qui peuvent prouver qu'ils ont un business. Ils sont considérés comme des hommes d'affaires mobiles qui peuvent aussi être utiles à la Chine.

Aujourd'hui, beaucoup de migrants latino-américains rentrent chez eux et investissent dans leur pays l'argent qu'ils ont économisé, en même temps que leurs idées. Les migrants sont désormais un vecteur du progrès social dans leur pays d'origine, sur la question de l'égalité des sexes notamment, et ils ont été à l'origine de processus de démocratisation, estime Thomas Faist, chercheur sur la migration à l'université de Bielefeld.

Contrairement à ce que craignent beaucoup d'habitants des pays industrialisés, les migrants qui viennent pour rester sont une minorité. Le Fonds des Nations unies pour la population le constate : *" La migration est souvent limitée dans le temps et circulaire ; beaucoup de migrants gardent un lien avec leur pays natal. Ils apportent des contributions importantes à la prospérité économique des pays hôtes, mais les retours d'argent, de technique, de capital social et humain dans les pays d'origine ont eux aussi un grand impact sur la réduction de la pauvreté et l'évolution économique. "* Quand les migrants reviennent dans leur ancienne patrie avec l'expérience qu'ils ont acquise, la fuite des cerveaux peut se transformer en afflux de cerveaux.

Selon le centre de recherche Pew, aux Etats-Unis, les transferts d'argent effectués par des émigrés vers leur patrie d'origine s'élevaient en 2013, dans le monde, à 511 milliards de dollars (plus de 402 milliards d'euros). Le chiffre a triplé depuis l'an 2000. Ces transferts d'argent constituent un facteur économique mondial : dans certains pays en développement, comme le Nicaragua, ils constituent la principale source de revenus, supérieure à l'aide au développement ou aux revenus tirés de l'exportation. La Banque mondiale considère aujourd'hui ces transferts d'argent comme un financement idéal du développement, puisque les personnes concernées décident elles-mêmes de l'utilisation des fonds, explique Thomas Faist. Il recommande à l'Union européenne d'autoriser de manière sélective la migration à court terme, car elle peut déboucher sur une mobilité supérieure, mais aussi sur un retour plus fréquent.

L'historien Fernand Braudel a jadis qualifié la migration de phénomène *" inéluctable "* de la civilisation. Qui migre acquiert flexibilité et spontanéité, d'immenses avantages dans un monde globalisé. Les entreprises actives à l'international l'ont bien compris, et recrutent de plus en plus d'étrangers : les migrants y ont la réputation d'être mobiles, ouverts, résistants, d'avoir le goût du risque et le don des langues. Ils sont de plus en plus souvent plus qualifiés que les autochtones. En Allemagne, 29 % des migrants sont diplômés de l'enseignement supérieur, contre 19 % de la population totale. On peut tout à fait considérer les migrants comme une menace, mais cette menace vise moins le système social ou le niveau de rémunération du monde riche que son autosatisfaction et son inertie.

**Roland Preuss, Christiane Schlötzer et Sebastian Schoepp (Süddeutsche Zeitung)**

© Le Monde

---

◀ **article précédent**  
En Suède, le refuge

**article suivant** ▶  
milliards de dollars